Extrait du Snuipp-FSU Ariège

https://09.snuipp.fr/spip.php?article2832

Ecologie : le changement, c'est dans vingt ans.

- Actualités - 2019-2020 -

Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2019
Mise à jour le : mardi 1er octobre 2019

Snuipp-FSU Ariège

Ecologie : le changement, c'est dans vingt ans.

Il y a vingt ans, Jacques Chirac, à l'occasion du sommet de la Terre à de Johannesburg en Afrique du Sud, déclarait "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre". Ce morceau de discours rentré depuis au Panthéon des grandes et belles déclarations bénéficia alors d'un assentiment général. Deux décennies plus tard, Gréta Thunberg, du haut de ses 16 ans, tance les dirigeants mondiaux et les renvoie à leurs (ir)responsabilité par un rageur et moins consensuel discours qui peut être résumé par un "comment osez-vous dire que vous en faites assez ? » . S'en est suivit un florilège de commentaires plus ou moins acerbes ou dédaigneux de la part de quelques ministres et notamment de la principale intéressée, la secrétaire d'Etat à la (trop longue) transition écologique, Brune Poirson, qui assénait sur France Inter qu'on "ne peut mobiliser avec du désespoir ou de la haine en montant les uns contre les autres". D'autres laissent aussi entendre que la nouvelle icône climatique ne serait qu'un pantin manipulé par des groupuscules écologiques radicaux et qu'elle ferait bien mieux de retourner sur les bancs de l'école. Non, mais, depuis quand les jeunes s'intéressent-ils aux problèmes complexes du monde ! Et d'ailleurs, ont-ils une réelle légitimité ?

Un futur à géométrie variable

Quand il 'agit d'expliquer que l'Etat doit subir une nécessaire et indispensable cure d'amaigrissement par la réduction de ses dépenses en matière de protection sociale (santé, retraite, handicap), les économies envisagées sont justifiées au nom de notre responsabilité princeps vis-à-vis des générations futures pour lesquelles il s'agit de laisser un Etat en état. Il n'en est plus vraiment de même lorsqu'il s'agit de réduire notre empreinte écologique. Pour paraphraser une citation bien connue, nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, mais nous empruntons celle de nos enfants. Les oiseaux disparaissent, les abeilles leur empruntent le pas, la forêt amazonienne se consume, le permafrost se fait la malle et la plupart des produits que nous consommons quotidiennement nous empoisonnent à petite dose ! Alors, qu'est-ce qu'on fait face à ce constat, oh combien réjouissant ? Pas grand chose. On ne change rien ou presque. Un coup de greenwashing par ici, deux trois bonnes formules par là et surtout, surtout ne pas trop prêter l'oreille aux "déclinologues" démobilisateurs qui ne sont que de vilains rabat-joie. Il semble donc que l'impérieuse réforme prônée et rabâchée dans un cas ne soit plus vraiment de mise lorsqu'il s'agit de réduire les dégâts notre folle marche en avant. Pourtant,il me semble que notre responsabilité est tout autant (voire davantage) engagée vis-à-vis de ceux qui nous succéderont. Mais nos sociétés,et à travers elles nos élites politiques et économiques, continuent à se payer de bons mots et renvoient les nécessaires réformes aux calendes. Les COP apparues dès 1972 (premier Sommet de la Terre à Stockholm) déclarent que l'environnement et le développement durable sont des éléments incontournables pour l'avenir de l'Homme et de la planète. Pourtant, les décisions adoptées (souvent peu contraignantes) et leur application toujours renvoyées à des horizons pour le moins lointains (année 2100) prennent le contre-pied des belles déclarations.

"On nous inflige des désirs qui nous affligent"

Mais c'est où donc que ça coince ? Le capitalisme (pour convoquer un gros mot) est un système qui repose sur des sociétés composées d'individus mus par la recherche de leur intérêt individuel et toujours en rivalité. Sa logique est opposée par nature à une limitation des besoins. A l' école de commerce, mon professeur de marketing répétait comme un mantras que les entreprises n'avaient pas -ou du moins plus- vocation à identifier les besoins des individus et d'y répondre mais bien plutôt de nous accompagner à en découvrir toujours de nouveaux. Dans des sociétés où la publicité prône un modèle de consommation peu en adéquation avec les nobles discours sur l'environnement, les groupes d'individus (pour ne pas dire classes) s'enferrent dans une rivalité ostentatoire. Les groupes sociaux inférieurs regardent toujours du côté de ceux qui sont placés un barreau plus haut sur l'échelle des classes (mais jamais en-dessous) et cette inclination les encourage à mimer et tenter d'adopter les modes de vie de la strate immédiatement supérieure. Cet élan reproduit à l'ensemble des strates sociales exhorte donc les individus

Copyright © Snuipp-FSU Ariège

et les sociétés à tendre vers toujours plus en matière de consommation. Enfin, et ce n'est pas le moindre des aspects, les individus que nous sommes se retrouvent coincés entre deux logiques antagonistes. Si nous sommes (d'après une étude du CREDOC1) toujours plus sensibles aux questions environnementales, la traduction en actes tangibles demeure timide car tout un système entretient le désir d'accumulation de biens et de loisirs. D'un côté, on nous culpabilise en désignant les consommateurs que nous sommes tous comme les uniques responsables des maux que connait notre planète (en dédouanant au passage le rôle prépondérant,selon moi, des entreprises et des Etats) et de l'autre on nous encourage quotidiennement à consommer toujours plus. Allez comprendre !

Vraiment tous sur la même planète ?

Si notre responsabilité est collective (il ne s'agit pas de se défausser sur les seules élites) et que nous avons tous un part de la composition à jouer, l'effort à faire reposer sur les épaules de chacun ne doit, en revanche, pas être le même pour tous. A l'intérieur des société les plus riches, les inégalités existent aussi. Ainsi, et toujours selon le CREDOC, "l'impact d'un consommateur sur l'environnement, particulièrement à travers ses émissions de gaz à effet de serre, dépend largement du revenu : plus il est élevé et plus le consommateur utilise des ressources et pollue". C'est bien le sens de l'action du mouvement des gilets jaunes qui demandaient (sans pour autant le refuser) que l'effort soit mieux réparti et surtout proportionné aux revenus de chacun tout en offrant des altérnatives (au tout pétrole, par exemple) crédibles et accessibles. Si l'on ne veut pas connaître un boulversement brutal et implacable, si l'on veut vraiment pouvoir continuer à profiter des bontés et beautés de la Nature, l'exemple doit d'abord venir d'en haut pour ensuite percoler vers les couches inférieures. Sinon, on continuera à dériver et à s'éloigner de toute possibilité de modération ou de sobriété. Et là, ce sera bien la fin de notre monde.

Frédéric Bostyn.

Copyright © Snuipp-FSU Ariège